



Editeur: **Parti Révolutionnaire Communistes**

Pour nous écrire : **COMMUNISTES**: 27 Boulevard Saint-Martin 75003 PARIS

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org Courriel : communistes@sitecommunistes.org <https://x.com/PRCommunistes>

Invitation

Samedi 21 mars à Paris*

Le Parti Révolutionnaire Communistes vous invite à un débat sur les questions de la réindustrialisation.

*" Réindustrialisation , un combat de classe vital pour le changement de société**."*

***Ce débat aura lieu le samedi 21 mars à partir de 14h00 au Maltais Rouge
40 rue de Malte 75011 Paris (métro République ou Oberkampf)**

Réindustrialisation :

un combat de classe pour le changement de société

La désindustrialisation de la France fait l'objet d'une littérature abondante, de plus en plus d'articles de presse et de déclarations de syndicalistes et d'hommes politiques y sont consacrés.

Tous les observateurs et analystes font le même constat d'une accélération de la désindustrialisation.

Les économistes du groupe BPCE prévoient un niveau élevé de faillites d'entreprises en 2026, avec 69.000 procédures attendues.

La CGT pour sa part, recense dans l'industrie 483 PSE, soit 107.562 emplois menacés ou supprimés. Si l'on ajoute les emplois indirects et induits - sous-traitance, services, commerces environnants 200.000 à 300.000 emplois seraient détruits en deux ans.

Si tout le monde garde à l'esprit la récente liquidation judiciaire de Brandt et ses 700 licenciements ou Arcelor Mittal avec des fermetures de sites, il convient d'y ajouter, qu'à bas bruit des centaines d'emplois, chaque semaine, disparaissent dans des petites et moyennes entreprises. **Nous nous faisons l'écho de cette réalité chaque semaine dans notre résumé économique et social publié dans le e-Communistes-Hebdo.**

Si le constat de la désindustrialisation est donc largement partagé, les raisons profondes de cette situation restent largement masquées. En revanche, sont évoqués avec insistance, en vrac : la concurrence déloyale et surtout chinoise, la politique de l'offre qui diminue la demande, le coût de la force de travail trop élevé, des règles trop faciles favorables aux licenciements... Si toutes ces causes méritent réflexion afin de les analyser voire les contester, les grandes absentes parmi les causes sont les politiques gouver-

nementales de gauche ou de droite qui répondent aux exigences du capital. Celles de la réalisation des profits et de l'accumulation du capital, dans un contexte d'une crise systémique du système impérialiste, où les affrontements se développent et s'exacerbent pour le contrôle des matières premières, des marchés, des voies de communications et de la force de travail.

Nous pointons bien là, l'essentiel : la responsabilité d'un système, le capitalisme et nous posons la question clairement, celle de sa capacité à répondre aux besoins des travailleurs et des peuples. Tous les peuples ont besoin de développer une activité productive non pas pour se garantir un moyen de puissance et d'asservissement des autres peuples mais afin de répondre aux besoins sociaux des travailleurs et garantir dans leurs échanges une autonomie de décision, pilier de la démocratie populaire.

Quels sont, d'un point de vue de classe, les ressorts profonds de cette crise de désindustrialisation?

La question centrale est bien celle de la propriété privée des grands moyens de production et d'échange, leur appropriation, par les travailleurs salariés en tant que classe. La réponse à ces questions vise à armer la classe des travailleurs dans son combat quotidien contre les fermetures d'entreprises et les licenciements. Elle vise en même temps à créer les conditions, dans la lutte, d'une élévation de la conscience et de l'organisation de la classe afin de combattre le capitalisme jusqu'à l'abattre et créer les conditions de l'émergence d'une société socialiste débarrassée de l'exploitation de l'Homme par l'Homme.

**** La brochure préparatoire à ce débat est disponible sur commande à comrev1@gmail.com**